



## CHAPITRE 118

Loi modifiant la Loi constituant en corporation  
les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie

[Sanctionnée le 22 décembre 1978]

Préambule. **ATTENDU** que la corporation Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie a été constituée par le chapitre 105 des lois de 1962;

Que la congrégation religieuse Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie compte un grand nombre de ses membres en dehors de la province de Québec, lesquels ne sont pas membres de la corporation;

Que les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par la religieuse occupant la fonction de supérieure générale de la congrégation, sans droit apparent de délégation;

Qu'il est dans l'intérêt de la corporation que la loi la constituant soit en conséquence modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit: .

1962,  
c. 105, a. 2,  
remp. **1.** L'article 2 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie (1962, chapitre 105) est remplacé par le suivant:

Siège  
social. **«2.** Le siège social de la corporation est en la ville de Montréal.»

1962,  
c. 105, a. 3,  
remp. **2.** L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Membres. **«3.** Sont de droit membres de la corporation les personnes qui sont ou qui deviendront membres de la congrégation mais seulement tant qu'elles demeurent membres de la congrégation.»

1962,  
c. 105, a. 5,  
mod.      **3.** L'article 8 de ladite loi est modifié par le retranchement  
du dernier alinéa.

Id., a. 16,  
mod.      **4.** L'article 16 de ladite loi est modifié par le remplacement  
du premier alinéa par le suivant:

Exercice  
des droits  
et  
pouvoirs.      « **16.** Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés  
par la supérieure générale de la congrégation qui toutefois peut  
déléguer l'exercice de ses pouvoirs à un ou des membres de son  
conseil de consultants en accord avec ledit conseil. »

Entrée en  
vigueur.      **5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.